LE DICTATEUR EST TOMBÉ, MAIS L'ARMÉE RESTE EN PLACE

Une semaine après la mise au ancart du dictateur Moussa Traoré par armée, le Conseil de Réconciliation lationale (CRN), mis en place au Mali ar les officiers putschistes, s'est lissous. Il a cédé la place à un Comité le Transition pour le Salut du Peuple, omprenant 15 membres de opposition à Traoré et 10 militaires, hargé de préparer des élections nunicipales, législatives et résidentielles avant la fin de cette nnée.

Tout en promettant que, dès janvier prochain, l'armée retournera dans ses casernes, celle-ci garde la haute main sur les opérations. L'ancien président du CRN, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, préside également le nouveau comité de transition. Et l'armée reste omniprésente dans les rues, garante du maintien de l'ordre, et par là même arbitre de tout conflit et exécutrice de toute décision. Le Comité de Transition ne peut rien faire sans son accord.

En ouvrant le gouvernement provisoire à des personnalités civiles d'opposition, les militaires cherchent de toute évidence à donner à leur putsch une certaine légitimité, en même temps qu'à faire croire à leur volonté d'établir un semblant de formes démocratiques.

Un semblant parce que, pour aller au-delà de cela, il faudrait pour commencer mettre un terme au parasitisme des pays riches qui profitent de l'exploitation des ressources du Mali, à commencer par la France. gabegie, dont vivent tout ce que le pays compte de riches, de fonctionnaires, de politiciens et de responsables à tous les niveaux, à commencer par les militaires eux-mêmes. Et, bien sûr, cela l'armée n'y touchera pas.

Mais sans doute les militaires espèrent-ils, par ces promesses, prévenir un regain de colère dans la population et le risque de nouvelles émeutes, telles que celles qui se sont déroulées depuis le 22 janvier, et qui, rappelons-le, avaient fait 200 morts.

Sans doute espèrent-ils aussi s'assurer le soutien, et plus encore l'aide matérielle, du gouvernement français, en allant au-devant du désir exprimé par Mitterrand il y a quelque temps de voir le «pluripartisme» instauré en Afrique francophone. Dans la situation de chaos économique et de dénuement matériel du Mali, une aide économique rapide pourrait aider à calmer les esprits.

Reste à savoir si les émeutiers d'hier se contenteront de promesses aussi

GAMMA

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

mains de cette même armée qu'il y a une semaine, assassinait 200 d'entre eux dans les manifestations.

A Ségou, le 25 mars, les manifestants, qui ont littéralement démonté morceau par morceau, puis incendié les demeures confortables du ministre de la Défense de Traoré et de quelques dignitaires locaux du régime, en avaient visiblement contre les privilèges. Ceux qui, dans tout le pays, s'en sont pris aux bureaux du trésor public, en avaient contre la corruption chronique de l'Etat.

Les uns et les autres vont-ils se satisfaire de voir ces privilèges et cette corruption continuer, sous la protection d'une armée qu'ils connaissent bien de privilèges et cette même corruption sous la dictature de Traoré ? Vont-ils tomber dans le piège d'un mirage soi-disant démocratique qui, comme dans bien d'autres pays africains, se traduit parfois par un renouvellement des privilégiés en titre, mais jamais par l'allègement du fardeau que doivent supporter les pauvres, c'est-à-dire la grande majorité de la population ?

De toute évidence, c'est ce genre de questions que se posent les militaires et qui les inquiètent. Souhaitons que les faits leur donnent raison de s'inquiéter et que les pauvres du Mali, cette fois, ne se contentent plus de promesses.